

La mobilisation contre la LGV se poursuit avec le squat d'une ferme inoccupée

Nicolas Laplume et Denis Lherm, gironde@sudouest.fr, Elisa Artigue-Cazcarra



Près de 300 personnes ont défilé à Cadaujac, masquées ou pas, ce samedi 20 avril. - JEAN-MAURICE CHACUN/SO

Plusieurs collectifs d'opposants au Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO) se sont réunis hier après-midi. La mobilisation a continué en soirée avec le squat d'une ferme vouée à la démolition, pour y passer la nuit



Une quarantaine de personnes s'est organisée pour passer la nuit dans la ferme vouée à la démolition. - DENIS LHERM

Le projet est déjà bien lancé. Mais pour eux, la lutte n'est pas encore perdue. Près de 300 personnes étaient réunies hier, à 14 heures, à la gare de Cadaujac, près de Bordeaux, pour manifester contre la Ligne grande vitesse (LGV) Bordeaux - Toulouse et Bordeaux - Dax, à l'appel du collectif LGV Non merci, qui regroupe une vingtaine de collectifs locaux. Elles ont montré leur opposition de manière festive, avec des masques colorés, de la musique et une marche de 2 kilomètres le long de la ligne ferroviaire de la gare jusqu'au lac de Calot, s'arrêtant en chemin devant d'anciennes maisons détruites pour le projet.

La mobilisation s'est poursuivie en soirée avec un « rebondissement surprise », comme l'écrivent les organisateurs : la réquisition d'une jolie ferme « menacée de destruction par le projet de LGV afin d'y établir ses quartiers ». Située chemin de l'Esclopey, dans une rue qui longe la voie ferrée, cette grande ferme est actuellement inoccupée. Elle fait l'objet d'une expropriation pour démolition : ici passera la voie ferrée élargie.

Feu de camp

Sur place ce samedi soir, une quarantaine de personnes, représentant divers collectifs (anti-LGV mais aussi des groupes investis sur les enjeux écologiques et sociaux) se sont organisées pour passer la nuit dans la bâtisse, « dans une ambiance joyeuse et festive », avec tenue chaude, duvets, casse-croûte, feu de camp dans la cour et DJ Set. Ce dimanche, une assemblée générale doit se tenir pour décider de la poursuite de l'action ou non.

Les manifestants espèrent faire reculer les pouvoirs publics avec, en ligne de mire, Alain Rousset, président de la Région Nouvelle-Aquitaine, Carole Delga, présidente de la Région Occitanie, et SNCF Réseau, qui défendent ce Grand Projet du Sud-Ouest (GPSO). Ces derniers misent sur la LGV pour désenclaver les territoires, réduire le trafic routier, notamment celui des camions sur l'autoroute avec le développement du fret, et favoriser des déplacements plus rapides.

Mais les opposants, principalement des ruraux, s'estiment lésés. « D'abord parce que nous ne bénéficierons pas de cette ligne, car il n'y aura que deux arrêts entre Bordeaux et Toulouse, dont un construit dans une nouvelle gare à Agen alors qu'il en existe déjà une. Ils prétendent que c'est un projet d'utilité publique mais très peu de personnes utiliseront ce service, qui sera pour les cadres et les Métropolitains », peste Nathalie, membre du collectif LGV Nina, derrière son stand de prospectus, hier après-midi. « Ce sont les citoyens et les riverains qui financeront une grande partie du projet, via la taxe spéciale d'équipement (TSE), avec laquelle les collectivités locales s'engagent à payer les éventuels dépassements, et on sait qu'il y en aura », estime-t-elle.

Coût financier et écologique

Le projet, dont la dernière évaluation remonte à 2020, est estimé à 14 milliards d'euros, sans compter les frais de gestion. L'Union européenne s'était engagée à financer 20 % mais elle est encore loin du compte. Les opposants craignent que la facture s'alourdisse pour les collectivités. « C'est un non-sens. Plutôt que de dépenser cet argent pour réaménager les lignes TER existantes qui sont en piteux état, ils préfèrent mettre des millions pour gagner quelques minutes entre deux grandes villes », regrette Léonie. « Nous ne sommes pas opposés au train, nous préférons qu'ils investissent dans le train du quotidien, qui a une vraie utilité publique », martèle-t-elle au micro sous les applaudissements.

Claude, un autre militant de LGV Nina, déplore aussi « la destruction de la vallée du Ciron et des zones humides sur le tracé, qui font vivre l'une des plus anciennes forêts de hêtres en Europe. C'est tout le bassin-versant qui serait impacté ». « Et pour construire cette ligne de 25 mètres de large, ils agrandissent des gravières comme à Saint-Michel-de-Rieufret. Notre combat est aussi écologique », ajoute-t-il.